La transition en Pays de Lorient sur de bons rails avec Lorient’ExprESS

Dans le Pays de Lorient, un collectif de six structures (C2Sol, Tag56, Réseau Cohérence, Bretagne Energie Citoyenne, Optim’ism et Aloen) a lancé un projet, baptisé « Lorient’ExprESS », afin de mobiliser autour des transitions. Dans ce cadre, un « Appel à initiatives » est en cours, jusqu’au 22 mai, pour « identifier les solutions aux défis écologiques et solidaires de demain ».

« Tester en 2022 une nouvelle méthode coopérative pour propulser collectivement et joyeusement les initiatives sur le Pays de Lorient ». Tel est l’objectif du projet « Lorient ExprESS des transitions » (lauréat de l’appel à projet « mobiliser les bretons » de la Région Bretagne, l’Ademe, l’OFB et l’Agence de l’Eau Loire-Bretagne, ndlr), lancé par un collectif de six structures (C2Sol, Tag56, Réseau Cohérence, Bretagne Energie Citoyenne, Optim’ism et Aloen), toutes dans le domaine de l’économie sociale et solidaire et/ou des transitions écologiques. Parmi les différentes étapes qui vont le jalonner, l’une d’elle sa été lancée tout dernièrement, à savoir un « Appel à initiatives ». Il est « ouvert à toute personne qui a une idée ou projet collectif, entrepreneurial et/ou citoyen, une idée en lien avec les transitions et qui a besoin d’un appui d’experts, acteurs locaux et habitants pour le concrétiser. », peut-on lire sur le site dédié. Il faudra que ces initiatives répondent à de grands enjeux sociétaux : logement, alimentation, mobilité, énergie, eau, santé, économie sociale et solidaire…et soient en lien avec le projet de territoire de Lorient Agglomération.

Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 22 mai. Les entrepreneur.e.s, habitant.e.s, collectifs du Pays de Lorient peuvent postuler. Une fois les initiatives retenues, un groupe se constituera autour de chacune d'entre elles, afin de les aider à « formaliser leurs idées ou à consolider leurs projets, et les prépareront à l'événement : formulation de besoins ou d'une problématique, préparation d'un pitch de présentation. ». Et le samedi 15 octobre, un grand événement sera organisé, de type « Hackaton », ouvert à tous et toutes. Il permettra de mettre en lumière les différents projets, et de fédérer autour d'eux. Cette « grande escale » permettra ensuite de les présenter plus largement aux habitant.e.s et aux potentiels financeurs, afin de les mettre sur de bons rails !

Pour plus d'infos :

https://lorientexpress.bzh/

La page avec l'appel à candidatures et le dossier à remplir

Porteurs de projets en ESS, candidatez pour les incubateurs des Tag !

Les incubateurs TAg BZH lancent un nouvel appel à candidature. Des porteurs de projets seront sélectionnés cette année dans les quatre départements, afin de rejoindre les incubateurs et ainsi de pouvoir créer leurs entreprises, combinant utilité

sociale et innovation sociale.

« Les incubateurs des TAgBZH accompagnent des projets d'entreprises de l'économie sociale et solidaire pour qu'elles fonctionnent de manière autonome et soient créatrices d'emplois locaux et durables. », peut-on lire sur le site des TagBZH. Ces projets, collectifs et socialement innovants, doivent aussi imaginer des réponses locales à des problématiques qui le sont aussi.

Depuis 5 ans, ce sont ainsi 110 projets d'entreprises locales qui ont accompagnés par les TAg. On peut citer parmi celles-ci la coopérative funéraire de Rennes, portée par 16 citoyennes et citoyens (projet sur lequel Eco-Bretons a réalisé un article, à retrouver ici) ; Maison Glaz, un tiers-lieu d'expérimentation écologique à la pointe de Gâvres, qui propose un service d'hébergement, un espace de coworking, des espaces d'accueil de groupes; Ti Coop, le premier supermarché coopératif brestois ; Hello Waste, basée sur le territoire de Saint-Brieuc, qui produit et vend des objets à partir de déchets recyclés, notamment le plastique, ou encore la recyclerie de matériaux Le Repair à Pleyber-Christ, à côté de Morlaix.

Les TAg BZH lancent actuellement leur nouvelle campagne afin de recruter des porteurs de projets. L'accompagnement démarrera en septembre et durera de 12 à 18 mois. Le processus de candidature débutera à partir du 1er avril.

Des réunions d'informations sont organisées par chaque Tag départemental :

TAg35 – Ille et Vilaine :

- Vendredi 25 mars de 16 à 18h
  Le Quadri, 47 avenue des Pays Bas, Rennes
- Mercredi 30 mars de 16h à 18h
  En visioconférence
- Mardi 19 avril de 12h à 14h
  En visioconférence
- Vendredi 22 avril de 16h à 18h
  Le Quadri, 47 avenue des Pays Bas, Rennes
- Mercredi 4 mai de 18h à 20h
  En visioconférence

>> Lien d'inscription

>> Contact : ludovic.thomas@TAg35.bzh

TAg56 – Morbihan

- **Vannes** : lundi 28 mars de 17h30 à 18h30
  Pôle E2S Pays de Vannes / 47 rue Ferdinand le Dressay 56000 Vannes
- **Auray** : mardi 29 mars de 17h30 à 18h30
  L'Atelier des Entreprises / Porte Océane, Place de l'Europe 56400 Auray
- **Pontivy** : lundi 4 avril de 17h30 à 18h30
  Pôle Adess Centre Bretagne / 1 Place Ernest Jan 56300 Pontivy
- **Lorient** : mardi 5 avril de 17h30 à 18h30
  TAg56 – 65 rue de Beauvais 56000 Lorient
- **En visioconférence** – Mercredi 6 avril de 18h à 19h

>> Lien d'inscription

>> Contact : incubateur@tag56.bzh

TAg29 – Finistère

- Lundi 4 avril à 18h
- Vendredi 15 avril à 12h
- Mardi 26 avril à 9h
- Jeudi 12 mai à 18h
- Vendredi 20 mai à 12h

>> Contact : juliette.henry@tag29.bzh

TAg22 – Côtes d’Armor

>> Contactez directement le TAg : contact@tag22.bzh

Plus d’infos

tag.bzh

Norzh, un éco-gîte d’étape qui veut s’ancrer à

Plouguerneau (29)

A Lilia-Plouguerneau (29), dans le pays des Abers, l'éco-gite d'étape Norzh s'apprête à ouvrir ses portes ce printemps. Imaginé et conçu de façon écologique, le lieu veut aussi être un acteur engagé sur son territoire, et un créateur de liens entre touristes et habitants. Il fait partie des projets incubés au sein de la promotion en cours du Tag29. Et fait partie des cinq lauréats bretons retenus dans le cadre de l'appel à projets « Slow Tourisme » lancé par l'Etat.

Audrey Cousquer et son conjoint sont installés à Lilia, sur la commune de Plouguerneau. Il y a 10 ans, ils ont rénové une petite maison avec des matériaux et techniques écologiques, dans laquelle ils ont habités jusqu'à la naissance de leurs enfants. Leur logement devenu trop étroit, ils déménagent à côté et transforment la petite maison en « éco-gîte. ». « Nous voulions proposer un lieu pour les personnes recherchant un endroit réalisé avec des matériaux biosourcés et des énergies renouvelables », souligne Audrey.

Une poignée d'années plus tard, un terrain se libère près de la maison. L'occasion pour le couple de poursuivre l'aventure de l'accueil touristique écologique. Ils l'achètent et décident d'y ériger un nouveau gîte, dédié cette fois à l'itinérance, et qui peut aussi accueillir des personnes à mobilité réduite, car labellisé Tourisme et Handicap. « Cela répond à une demande », explique Audrey. Concrètement, le logement sera imaginé comme « un refuge de montagne, avec des pièces à partager, comme le séjour ou la cuisine », précise la jeune femme. « Mais il n'y aura pas de dortoir, cela ne correspond plus aux envies d'aujourd'hui ». A la place, on y trouvera des cabines individuelles, comprenant de une à quatre bannettes. Le lieu sera également adapté pour l'accueil des vélos et des tentes.

Du côté de la construction, le matériau privilégié est le

bois, « du pin douglas », précise Audrey. La toiture bi-pente est en ardoise, et un porche aura un toit végétalisé. L'isolation est en fibre de bois, les sols en joncs et en bois brut qui va être huilé. Du côté de l'énergie, on y trouvera un poêle à granulé, et l'eau sera chauffée grâce au soleil. L'idée à l'intérieur du logement, est d'être « Dans une découverte sensible de l'estran, via une architecture écologique et iodée, grâce notamment aux cartes marines présentes sur les murs, aux hublots, ainsi qu'au filets de catamarans qui font mezzanine », détaille Audrey.

L'éco-gîte Norzh, qui se définit comme un « tiers-lieu écotouristique » veut aussi être un support pour accueillir du coworking, ainsi que des activités proposées par des associations locales. « On veut permettre une interconnaissance entre les touristes et les habitants. Par la suite, on espère pouvoir accueillir des prestataires et pouvoir proposer des animations autour de l'écologie, du milieu marin, de la langue bretonne… », commente Audrey, qui a par ailleurs intégré la promotion en cours de l'incubateur Tag29. « On veut vraiment faire de Norzh un acteur du tourisme durable, qui s'inscrit dans le territoire », conclut la jeune femme, qui prévoit l'ouverture du gîte au printemps.

A Rennes, une coopérative pour se « réapproprier l'organisation des obsèques »

et regarder la mort autrement

Chaque année à la Toussaint, nombreux sont les français.e.s à arpenter les allées des cimetières pour se souvenir de leurs défunts. Lors de la mort d'un proche, c'est le moment où l'on est confronté aux démarches liées aux obsèques. Il faut alors contacter une entreprise de pompes funèbres. Dans ce domaine, les grandes entreprises pèsent de tout leurs poids. Mais il est également possible de faire appel à l'une des cinq coopératives funéraires qui existent en France. A Rennes, la Coopérative Funéraire existe depuis janvier 2020.Sa raison d'être : permettre aux citoyens de se réapproprier l'organisation des obsèques, et de « recréer du bien commun autour de la mort. »

Tout démarre il y a 10 ans. Isabelle Georges, alors directrice d'un groupement d'employeurs dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire, était en voyage d'étude au Canada, au Québec. C'est là qu'elle découvre le principe des coopératives funéraires, très présentes là bas. « Je n'y connaissais rien au milieu funéraire, mais c'était passionnant. On était plusieurs à être intéressés par le fonctionnement », explique-t-elle. Cinq ans plus tard, confrontée au décès d'un proche, elle se rend compte que le secteur des entreprises de pompes funèbres traditionnelles ne correspond pas à ses attentes. En 2016, ayant l'opportunité de partir s'installer quelques temps au Canada, Isabelle décide de tester le concept de coopérative funéraire en y travaillant sept mois. Fin 2017, de retour en France, elle entreprend alors de suivre une formation de conseillère funéraire, puis de directrice, et fait mûrir son projet, qu'elle veut en lien avec l'économie sociale et solidaire. « Le jour où j'ai été diplômée, le 30 mai 2018, je démarrais l'accompagnement par le l'incubateur du Tag 35 », se souvient-elle. Le début d'une aventure collective de plusieurs mois durant lesquels elle parvient à fédérer autour de son idée. « Quinze personnes ont embarquées ». En juillet 2019, la

première assemblée générale de la coopéative, qui est une Scic, a eu lieu, et en janvier 2020, l'entreprise de pompes funèbres est officiellement lancée.

Mais pourquoi une coopérative ? « Le fonctionnement en Scic est vraiment dans l'ADN du projet », souligne Isabelle. « L'idée, c'est de faire en sorte que les citoyens reprennent le pouvoir dans l'organisation des obsèques, qu'ils aient accès à l'info, sur un sujet encore tabou. L'objectif est qu'ils puissent faire un choix éclairé, dans un moment difficile». Sans oublier une volonté « d'améliorer le bien-être des salariés au travail, dans un secteur qui peut être éprouvant, où les rémunérations sont généralement peu élevées, avec des horaires compliqués ». Le statut Scic permet ainsi d'associer dans la même structure les familles, les salariés, et aussi les partenaires. Un conseil d'administration, appelé « Conseil d'effervescence », réunit ainsi quinze personnes, venant d'horizon différent.

Des « Cafés mortels » pour discuter de la mort

Outre son fonctionnement atypique de par son statut, la Coopérative Funéraire de Rennes développe aussi des outils pour partager l'information autour du sujet de la mort. Elle organise ainsi régulièrement des « Cafés Mortels » dans des bars locaux, qui permettent d'aborder ce sujet sous un angle spécifique. Une manière d'être acteur du territoire. « Nous proposons aussi des outils pédagogiques, comme par exemples des schémas permettant d'expliquer les différents choix qui s'offrent et ce qui est possible de faire au niveau de la réglementation concernant ce qui entoure les obsèques », souligne Isabelle.

La coopérative funéraire de Rennes est aussi engagée dans le développement durable. « On essaie d'oeuvrer pour des funérailles plus respectueuses de l'environnement », observe Isabelle. « Par exemple on ne vend pas de plaques, ni de fleurs en plastique. On propose plutôt de cueillir des fleurs

du jardin. On informe aussi sur l'existence d'essences locales chez certains commerçants », détaille Isabelle. « Mais on n'est jamais dans le jugement, on informe ». Idem sur la question des cercueils. Ceux en carton, censés être plus écologiques, « ne le sont pas vraiment, notamment de par leur empreinte carbone et leurs conditions de fabrication. Il y a encore des évolutions à apporter dans le domaine », selon la conseillère funéraire, qui souhaite aussi participer avec son entreprise au débat sur la végétalisation des cimetières. « Il faut montrer aux élus qu'il y a des solutions moins minérales, et que c'est une demande des citoyens ». La coopérative précise ainsi que le caveau n'est pas une obligation et que l'inhumation en pleine terre, « moins impactant », est tout à fait légal. Un travail peut d'ailleurs être mené avec un paysagiste, pour créer une tombe végétale, qui peut aussi intégrer du métal, du bois… « Moi, ce que je défends, c 'est que les familles fassent leur choix », affirme Isabelle, qui a ainsi accompagné 95 familles dans l'organisation d'obsèques, avec ses deux autres collègues salariés. Une « extraordinaire aventure » et dont l'un des enjeux à venir est « de structurer davantage le sociétariat », afin de les impliquer encore davantage dans ce projet participatif.

Plus d'infos : https://www.lacoopfunerairederennes.fr/

Les « cigales » cherchent des « fourmis » dans l'entrepreneuriat féminin

Le 8 mars, c'est la journée internationale pour les droits des femmes. A cette occasion, les associations Cigales de Bretagne

et Entreprendre Au Féminin en Bretagne co-organisent la cinquième édition de l'opération « Cigales cherchent fourmis », dédiée à entrepreneuriat féminin. Deux événements, l'un en présentiel, l'autre en distanciel, se dérouleront les 9 et 10 mars.

Les Cigales s'activent en Bretagne !…On ne parle pas de l'insecte du Sud de la France, mais des Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locales de l'Epargne Solidaire. Ils sont nés en 1983 en France, et regroupent des citoyens désireux de financer des projets locaux en économie sociale et solidaire et développement durable, sur une durée de cinq années. Par groupe de 5 à 20 personnes, en indivision volontaire, ils mettent en commun une partie de leur épargne personnelle (30 euros par mois en moyenne). Dans la région, les Cigales sont fédérées au sein d'une association, qui regroupe actuellement une trentaine de clubs. Ils représentant 400 citoyens, qui ont investis entre 2008 et 2020, 2,7 millions d'euros.

Dans le cadre de la Journée Internationale pour le Droit Des Femmes, l'Association des Cigales de Bretagne et Entreprendre au Féminin, réseau de professionnelles qui accompagne les femmes dans leur projet entrepreneuriat, organisent une opération « Cigales cherchent Fourmis spéciale entrepreneuriat féminin » . L'objectif est de rapprocher les porteuses de projets/entrepreneures, qui auront la possibilité de se présenter pendant 30 minutes, et les cigaliers d'un même territoire.

Cette opération, appuyée par le réseau des Pôles ESS bretons, aura lieu cette année le mercredi 9 mars et le jeudi 10 mars, à la fois en présentiel et en distanciel :

- **mercredi 09 mars de 16h30 à 19h30 : en physique à :**
- RENNES (15, rue Martenot – Maison de l'économie sociale

et solidaire)

- SAINT-BRIEUC (21, boulevard Clémenceau – Rich’ESS)

- **jeudi 10 mars de 16h00 à 20h30**
- VANNES (1, place Einstein – Le VIPE Vannes)
- Visioconférence : RENNES, SAINT-BRIEUC, SAINT-MALO, VANNES

Pour plus d’infos et s’inscrire :

contact@cigales-bretagne.org – 06 81 16 61 73

Le Lieu-Dit à Brest, un collectif des possibles pour les transitions

A Brest, dix associations et une coopérative se sont regroupées pour former Le Lieu-Dit, un collectif qui sensibilise le public aux transitions avec des outils innovants comme une « caravane des possibles » itinérante et une animation « la fresque des possibles ». Le collectif porte un projet de tiers-lieu sur le territoire. Il propose également des conseils et prestations aux entreprises, notamment dans le cadre de la RSE.

Le Lieu-Dit a été créé en 2015. Depuis maintenant six ans, ce collectif d'associations brestoises rejoint par une coopérative mène des projets coopératifs autour des transitions et de l'économie sociale et solidaire. « Il fédère aujourd'hui dix structures », précise Elena Kerrain, coordinatrice du collectif, « On y trouve l'Adess du Pays de Brest, la recyclerie Un Peu d'R, Vert Le Jardin, Brest à Pied ou à Vélo (Bapav), Les Partageurs, le Collectif pour une Transition Citoyenne, la monnaie locale Heol, MadaBrest, La coopérative d'activité et d'emploi Chrysaliade,Les Petits Débrouillards et le Fablab Les Fabriques du Ponant », détaille-t-elle. Le Lieu-Dit est devenu aussi un PTCE, un Pôle Territorial de Coopération Economique (comme c'est le cas également pour le Bois du Barde à Mellionnec dans les Côtes d'Armor, ndlr). « L'idée, c'est de travailler ensemble autour des transitions, sur des thématiques comme le réemploi, l'agriculture, la consommation locale, les circuits-courts…qui sont le cœur d'action des structures du collectif », explique Elena.

Le Lieu-Dit, qui veut être un pôle-ressources autour des transitions, a été aussi lauréat de l'AMI (Appel à Manifestation d'Intérêt) « Fabrique de territoire », qui vise à soutenir l'émergence et le fonctionnement de tiers-lieux. En attendant la création d'un lieu physique, le Lieu Dit est en train de développer un tiers-lieu mobile, baptisé « La caravane des possibles ». « C'est aussi un outil d'animation territoriale », souligne Olivier Béon, salarié du Lieu-Dit, et chargé plus spécifiquement de la création de prestations « éco-responsables » à destination d'entreprises, une autre des actions du collectif. Car chaque structure membre a sa spécialité, et peut apporter ses compétences pour proposer des services et prestations aux entreprises du secteur, en lien avec la RSE. « On peut proposer par exemple des cafés mobilités avec l'association Brest à Pied ou à Vélo (Bapav), des ateliers autour de la bicyclette, du compostage avec Vert Le Jardin, du conseil sur les déplacements, le réemploi, les

déchets », détaille Olivier Béon.

Autre outil développés par le Lieu Dit : la Fresque des Possibles. Sur un modèle similaire à la célèbre Fresque du Climat, il vise à « échanger autour de la transition avec bienveillance, autour de thématiques telles que se déplacer, s'équiper, se nourrir, travailler. C'est un support qui permet aux participants d'échanger entre eux et d'identifier des acteurs locaux qui peuvent répondre à leurs besoins », souligne Elena. Une fresque qui aide aussi à « montrer que les transitions écologiques permettent d'avoir une meilleure qualité de vie », et qui sera déclinable sur d'autres territoires de Bretagne, et pourquoi pas de France, à partir de cette année 2022.

Plus d'infos : https://www.facebook.com/LieuDitBrest/